

Population

Un demi-million de Bretons supplémentaires en 30 ans, dont 80 % dans l'est de la région

Entre 1982 et 2011, la population bretonne a augmenté de près de 20 %. Mais cette forte croissance démographique n'a été uniforme ni dans le temps, ni dans l'espace : plus rapide depuis le début de ce siècle, elle s'est aussi plus concentrée sur la moitié est du territoire.

Sur la période récente, de nouvelles tendances semblent apparaître : la croissance démographique n'accélère plus sauf dans les Côtes-d'Armor, les grandes communes ne gagnent plus d'habitants et un fort dynamisme s'observe le long des principaux axes routiers.

Au 1^{er} janvier 2011, les 1 270 communes bretonnes totalisent 3 217 800 habitants, soit 510 000 personnes de plus qu'il y a 30 ans. Cette croissance (+ 19 %) est supérieure à celle enregistrée pour la France métropolitaine (+ 15 %). Elle place la Bretagne au 8^e rang des régions démographiquement les plus dynamiques sur les trente dernières années. La région Languedoc-Roussillon occupe la 1^{ère} place avec une hausse de près de 40 %. La Bretagne se situe actuellement au 7^e rang des régions les plus peuplées mais perd une place par rapport à 1982 au profit de l'Aquitaine. Comparées à la Bretagne, les évolutions des deux régions voisines sont diverses : une croissance supérieure pour les Pays de la Loire mais deux fois moins rapide pour la Basse-Normandie.

La croissance démographique s'est accélérée au tournant du siècle

Le rythme de la croissance démographique bretonne n'a pas été uniforme tout au long de ces trois décennies. Comparable à la moyenne nationale à la fin du siècle dernier, il est devenu plus rapide ensuite. Entre 1982 et 1990, la Bretagne gagnait ainsi 10 900 habitants chaque année. Actuellement, cette croissance est deux fois et demie plus importante avec une augmentation annuelle de 24 600 personnes entre 2006 et 2011.

Le retour à une fécondité élevée, l'attractivité accrue des espaces littoraux, le développement des infrastructures et un marché du travail porteur ont contribué à dynamiser la démographie régionale.

Évolution de la population selon le zonage en aires urbaines 2010

Les couronnes des grands pôles particulièrement dynamiques

	Grandes aires urbaines		Moyennes et petites aires		Communes multi-polarisées	Communes isolées hors influence des pôles	Ensemble	
	Grands pôles (plus de 10000 emplois)	Couronnes des grands pôles	Moyens et petits pôles	Couronne des moyens et petits pôles				
Population 1982	1 026 428	599 321	330 452	15 308	539 947	195 764	2 707 220	
Population 1999	1 117 698	715 999	335 028	16 020	543 713	177 739	2 906 197	
Population 2006	1 144 778	814 736	349 524	17 133	587 889	180 474	3 094 534	
Population 2011	1 150 959	882 697	359 572	17 970	622 763	183 806	3 217 767	
Évolution annuelle moyenne (en %)	1982-2011	0,4	1,3	0,3	0,6	0,5	-0,2	0,6
	1999-2006	0,3	1,9	0,6	1,0	1,1	0,2	0,9
	2006-2011	0,1	1,6	0,6	1,0	1,2	0,4	0,8
Évolution annuelle (en nombre)	1982-2011	4 294	9 772	1 004	92	2 856	-412	17 605
	1999-2006	3 869	14 105	2 071	159	6 311	391	26 905
	2006-2011	1 236	13 592	2 010	167	6 975	666	24 647

Source : Insee, recensements de la population

Des gains de population quatre fois plus élevés dans la moitié est

Entre 1982 et 2011, la croissance démographique ne s'est pas non plus révélée uniforme au sein du territoire régional. La population s'est accrue dans les trois quarts des communes bretonnes (970 sur 1 270). L'Ille-et-Vilaine, qui compte un quart des communes de la région, abrite un tiers de celles en croissance. Si l'on restreint l'analyse aux 343 communes ayant connu une augmentation annuelle deux fois supérieure à celle de la région (+ 0,6 %), la moitié d'entre elles se situe en Ille-et-Vilaine et près d'un quart dans le Morbihan.

Avec respectivement 33 % et 23 % d'habitants supplémentaires par rapport à 1982, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan ont donc été les deux principaux départements réceptacles du dynamisme démographique breton, tandis que les Côtes-d'Armor (+ 10 %) et le Finistère (+ 9 %) sont restés un peu en retrait. En 1982, avec près de 830 000 habitants, le Finistère était le département le plus peuplé de Bretagne, devant l'Ille-et-Vilaine qui en comptait alors 750 000. En 2011, la situation s'est inversée. Avec près d'un million d'habitants, l'Ille-et-Vilaine représente 30 % de la population régionale, 50 % des gains de population enregistrés depuis 1982, et compte 100 000 personnes de plus que le Finistère.

Au fil du temps, une césure s'est ainsi produite entre l'ouest et l'est de la Bretagne. Depuis 1982, l'espace situé à l'ouest d'un axe Saint-Brieuc-Lorient a progressé de 110 000 habitants, ne contribuant à la croissance démographique régionale qu'à hauteur de 21 %. Dans ce territoire vivent aujourd'hui 40 % des Bretons contre 44 % il y a 30 ans.

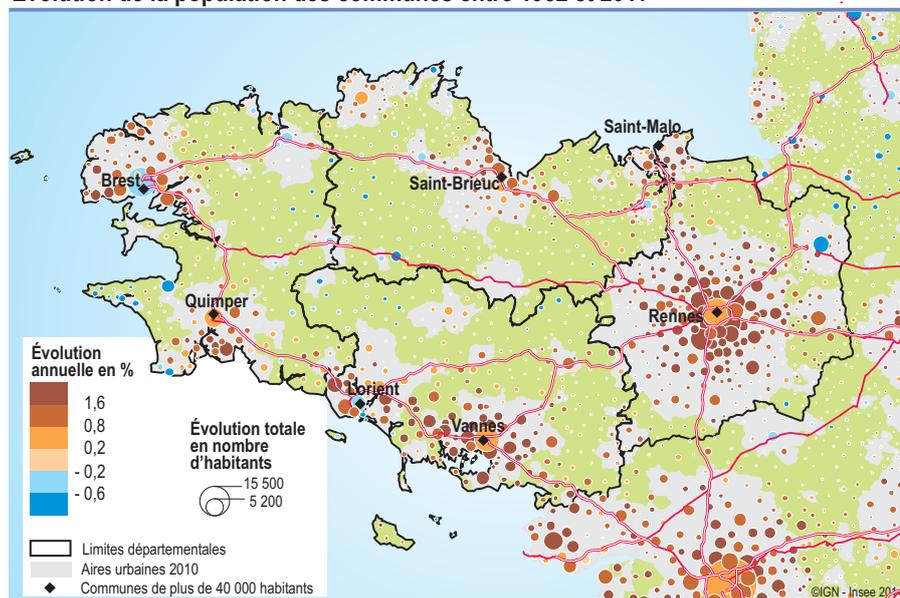
À l'est de cet axe, la croissance démographique s'est révélée quatre fois plus importante (+ 400 000 habitants). Actuellement, près de 60 % de la population régionale y réside contre 56 % au début des années quatre-vingts.

L'influence des sept grandes aires urbaines

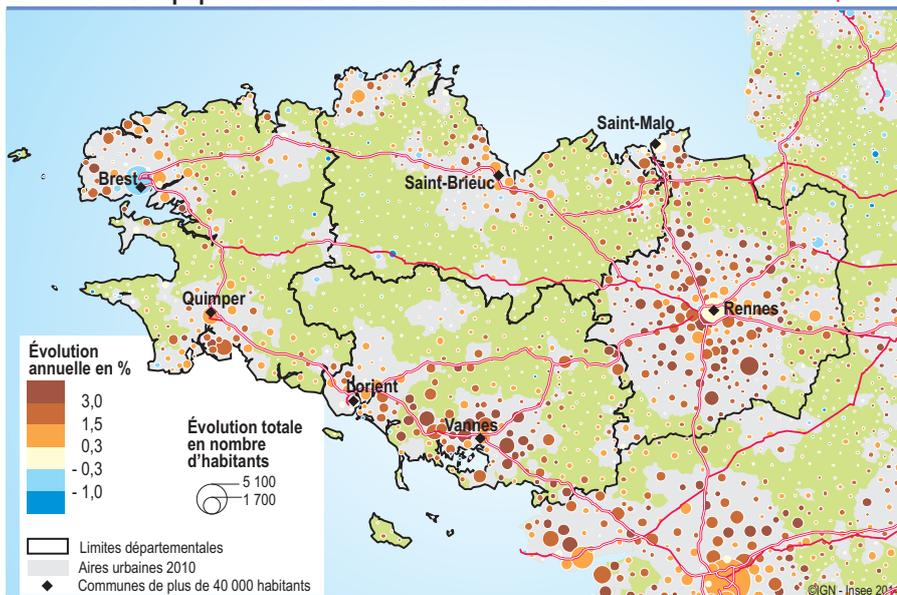
Ces constats résultent de différentes logiques de peuplement telles la périurbanisation, le développement des couloirs le long des axes routiers ou encore l'attrait pour le littoral. S'agissant de la périurbanisation, les sept plus grandes aires urbaines¹ de Bretagne abritent environ la moitié de la population, mais ont absorbé plus de 70 % de sa croissance démographique. Parmi celles-ci, les aires urbaines de Rennes et Vannes apparaissent particulièrement dynamiques en concentrant respectivement 40 % et 10 % des gains de population depuis 30 ans alors qu'elles représentent 21 % et 5 % de la population bretonne. Au sein de ces espaces, les communes de la couronne périurbaine progressent davantage que les agglomérations, elles-mêmes plus dynamiques que les villes-centres.

1- Cf. définitions

Évolution de la population des communes entre 1982 et 2011

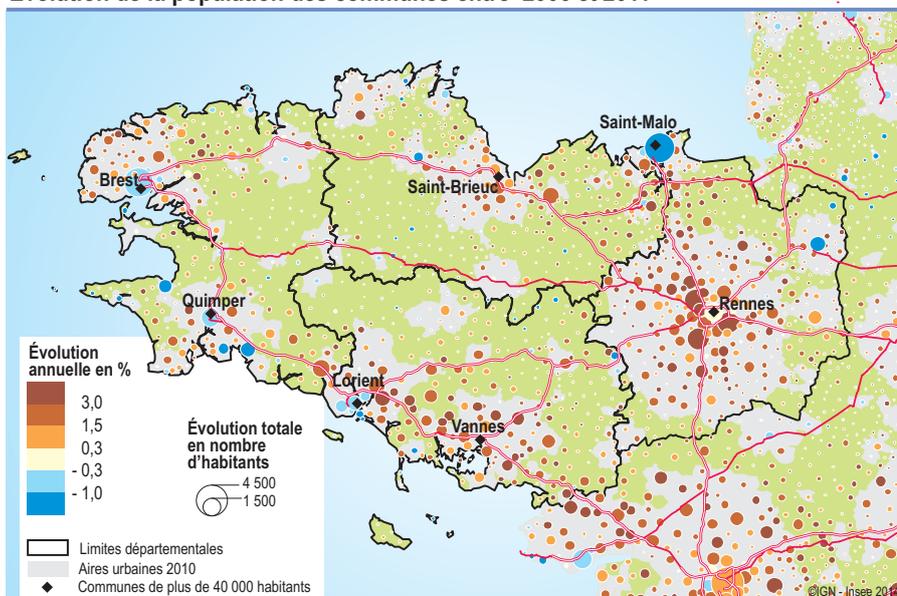


Évolution de la population des communes entre 1999 et 2006



Source : Insee, recensement de la population

Évolution de la population des communes entre 2006 et 2011



Source : Insee, recensement de la population

Évolution de la population selon le zonage littoral/non littoral La croissance démographique s'essouffle dans les communes littorales

	Communes littorales		Communes non littorales	Ensemble
	Total	dont communes de moins de 40 000 habitants		
Population 1982	1 068 582	712 880	1 638 638	2 707 220
Population 1999	1 134 051	776 707	1 772 146	2 906 197
Population 2006	1 179 171	826 900	1 915 363	3 094 534
Population 2011	1 190 796	848 684	2 026 971	3 217 767
Évolution annuelle moyenne (en %)				
1982-2011	0,4	0,6	0,7	0,6
1999-2006	0,6	0,9	1,1	0,9
2006-2011	0,2	0,5	1,1	0,8
Évolution annuelle (en nombre)				
1982-2011	4 214	4 683	13 391	17 605
1999-2006	6 446	7 170	20 459	26 905
2006-2011	2 325	4 357	22 322	24 647

Source : Insee, recensements de la population

Par ailleurs, la population a également augmenté dans toutes les aires urbaines de taille plus petite mais offrant au moins 10 000 emplois, à l'exception de Morlaix. Parmi celles accueillant moins de 10 000 emplois, la croissance a également été au rendez-vous, mais de façon moindre. Ces petites aires urbaines qui accueillent 12 % de la population, ont capté seulement 6 % de la croissance régionale.

Enfin, sur les trente dernières années, l'espace rural a certes perdu de la population mais cette tendance s'inverse depuis 1999.

Quelques signes d'inflexions sur la période récente...

En 2011, la géographie du peuplement des territoires bretons diffère donc assez sensiblement de celle constatée en 1982. La période récente (2006-2011) semble toutefois être porteuse d'autres types d'évolutions, voire d'inflexions par rapport à la précédente (1999-2006).

...désormais, seules les Côtes-d'Armor voient leur croissance démographique s'accélérer

Tout d'abord, si la croissance démographique bretonne reste supérieure à la moyenne nationale (+ 0,5 %) entre 2006 et 2011, le gain annuel de population (24 600 habitants) n'augmente plus et semble même en léger tassement par rapport à la période 1999-2006. Ce phénomène touche également les autres régions attractives, notamment celles du sud de la France.

Parmi les quatre départements bretons, seules les Côtes-d'Armor affichent une hausse plus forte qu'entre 1999 et 2006 (+ 0,8 % contre + 0,7 %). Contrairement aux autres départements bretons, la hausse du solde migratoire ne ralentit pas. Les Côtes-d'Armor gagnent aujourd'hui environ 4 700 habitants par an contre 4 000 entre 1999 et 2006 tandis que le gain pour le Finistère est passé de 4 300 à 3 400. Néanmoins, ces augmentations annuelles de population restent nettement inférieures à celles de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan (respectivement de 10 100 et 6 500 habitants).

...les communes de 10 000 habitants ou plus ne gagnent plus de population

La population globale des 37 villes de 10 000 habitants ou plus que compte la Bretagne est stable entre 2006 et 2011 alors qu'elle augmentait sur la période précédente. Plus précisément, la population augmente dans vingt villes et diminue dans dix-sept. Alors que 34,9 % des Bretons vivaient dans ces communes en 1999 et 33,4 % en 2006, ils ne sont plus que 32 % en 2011.

À l'inverse, la population des communes de moins de 10 000 habitants continue de croître de 25 000 personnes par an.

Les sept plus grandes villes bretonnes figurent toutes parmi celles où la population est en repli. Pour Rennes, Vannes et Saint-Brieuc, l'ampleur de la baisse est limitée tandis que pour les quatre autres villes, la diminution est plus sensible, en particulier pour Saint-Malo.

Ce constat est récent pour Rennes, Vannes, Saint-Brieuc et Quimper alors qu'il est dans la continuité des années passées pour Brest, Lorient et aussi Saint-Malo qui perd en effet 900 habitants par an depuis 2006 contre 140 entre 1999 et 2006. De ce fait, Saint-Malo est ainsi descendu du 6^e au 7^e rang des villes les plus peuplées de Bretagne au profit de Saint-Brieuc. Par ailleurs, Lannion regroupe aujourd'hui plus d'habitants que Fougères et

Concarneau et se situe désormais au 9^e rang des villes bretonnes.

Parmi les villes de 10 000 habitants ou plus en augmentation, onze ont une croissance supérieure à la moyenne régionale. La hausse est particulièrement importante pour deux communes situées dans la première couronne de Rennes : Chantepie et Pacé (respectivement + 5 % et + 4,8 % par an depuis 2006).

...la croissance de la population ralentit dans les grands pôles urbains mais accélère le long des axes routiers

En corollaire à ce repli de la dynamique des grandes villes, les grandes aires urbaines, qui regroupent près des deux tiers de la population bretonne, concentrent 60 % de la croissance démographique observée dans la région entre 2006 et 2011, soit 7 points de moins que sur la période 1999-2006.

Au sein de ces aires urbaines, le poids des agglomérations s'effrite : elles ne captent plus que 5 % de la croissance régionale contre 15 % auparavant alors que plus du tiers de la population y habite.

En revanche, dans les couronnes des grands pôles, la croissance démographique reste dynamique, de telle sorte que près de 900 000 Bretons vivent aujourd'hui dans cet espace représentant 27 % de la population. En conséquence, si la dynamique des principales agglomérations s'érode, la périurbanisation se poursuit.

Les communes les plus dynamiques se situent dans les moyennes aires urbaines ou parmi les communes multipolarisées² c'est-à-dire sous influence de plusieurs aires urbaines et situées bien souvent le long des axes qui les relient. Alors que ces communes multipolarisées ne représentent que 19 % de la population bretonne, elles ont capté 28 % de la croissance démographique sur la période 2006-2011.

Ce phénomène est particulièrement perceptible le long d'axes routiers tels Rennes-Saint-Brieuc, Rennes-Saint-Malo ou encore Lorient-Vannes, tous situés dans la moitié est de la région.

Le peuplement de ces couloirs profite à certaines communes rurales, dont le regain démographique observé depuis 1999 s'amplifie. Il est surtout visible dans les communes du pays de Dinan bien desservies par les routes nationales 12, 164 et 176. Ces communes ne représentent que 15 % de la population rurale mais plus de la moitié de leur croissance démographique.

...la croissance se déplace du littoral vers l'intérieur des terres

Entre 2006 et 2011, la population vivant dans une des 257 communes littorales bretonnes n'a progressé que de 0,2 % par an en moyenne contre + 0,6 % sur la période 1999-2006. Depuis 1999, le rythme de croissance est inférieur à celui de la région et a tendance, de plus, à ralentir. Cette décélération constatée sur le littoral est, d'une part, imputable à la perte de population dans les cinq grandes communes côtières que sont Brest, Lorient, Vannes, Saint-Brieuc et Saint-Malo. Elle est également due à l'essoufflement de la croissance dans les autres communes jouxtant la mer.

Dans le Morbihan et le Finistère, la densification s'opère désormais dans les communes du rétro-littoral, le coût du logement dans les communes côtières étant plus élevé. Ce phénomène profite au pays du Centre-ouest Bretagne qui, depuis 2006, ne perd plus d'habitants et au pays de Pontivy qui enregistre une accélération de son évolution annuelle de population (de + 0,8 % à + 1,1 %), à l'instar des pays de Guingamp, Saint-Brieuc, Dinan et Centre-Bretagne.

■ Isabelle Baudequin

² Cf. définitions

Définitions

Agglomération (ou unité urbaine) : ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Aire urbaine : ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 1 500 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par

celui-ci. On distingue les « grandes aires urbaines », qui comptent au moins 10 000 emplois, des « petites et moyennes aires » où il y en a entre 1 500 et 10 000.

Commune multipolarisée : commune située hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs grandes aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles.

Pour en savoir plus

- [Morbihan : la population des communes au 1er janvier 2011](#) / Insee Bretagne. - Dans : *Octant Info* ; n° 42 (2013, déc.). - 2 p.
- [Ille-et-Vilaine : la population des communes au 1er janvier 2011](#) / Insee Bretagne. - Dans : *Octant Info* ; n° 41 (2013, déc.). - 2 p.
- [Finistère : la population des communes au 1er janvier 2011](#) / Insee Bretagne. - Dans : *Octant Info* ; n° 40 (2013, déc.). - 2 p.
- [Côtes-d'Armor : la population des communes au 1er janvier 2011](#) / Insee Bretagne. - Dans : *Octant Info* ; n° 39 (2013, déc.). - 2 p.
- [Bretagne : la population des communes au 1er janvier 2011](#) / Insee Bretagne. - Dans : *Octant Info* ; n° 38 (2013, déc.). - 2 p.
- [Le Bilan démographique 2012 en Bretagne. Plus de décès, moins de mariages, mais une attractivité qui ne se dément pas](#) / Robert Granger ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 50 (2013, juin). - 5 p.
- [Les communautés en Bretagne : plus de 94 000 personnes dont les 2/3 en maisons de retraite ou en internats](#) / Sophie Cojean ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Info* ; n° 32 (2013, février).
- [La population de la Bretagne à l'horizon 2040 : cinq scénarios alternatifs](#) / Michel Rouxel ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 43 (2013, février). - 8 p.
- [La fécondité en Bretagne depuis un demi-siècle : une convergence des comportements sous l'effet des évolutions sociétales](#) / Michel Rouxel ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 41 (2013, janvier). - 5 p.
- [La démographie bretonne depuis deux siècles](#) / Mickaël Ramonet ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 9 (2010, nov.). - 4 p.
- Insee Bretagne (www.insee.fr/fr/regions/bretagne)
- Insee (www.insee.fr)

Directeur de la Publication : Michel Guillemet

Rédacteurs en chef : Jean-Marc Lardoux, Armelle Kerromès

Composition : Jean-Paul Mer

ISSN 2105-1151 - © Insee 2014 - Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2014

INSEE Bretagne

36, place du Colombier

CS 94439

35044 RENNES Cedex

Pour tout renseignement statistique :
09 72 72 40 00 (tarification appel local)